

Cure d'amaigrissement pour la dette publique : l'inflation, mauvaise nouvelle pour les plus fragiles, excellente pour l'Etat ?



Augmentation des recettes fiscales, diminution du déficit public et du rapport dette publique/produit intérieur brut... L'inflation peut, dans certains cas, être une bonne nouvelle pour l'État. Pour autant, les ménages les plus modestes risquent de payer le prix fort

Avec François Ecalle

Atlantico : Dans quelle mesure l'inflation est un moyen de réduire la dette publique ?

François Ecalle : L'inflation peut permettre de réduire le ratio entre la dette publique et le Produit Intérieur Brut, elle ne réduit donc pas la dette publique en euros. Lorsque l'inflation est forte, le PIB augmente plus vite. Dans certains cas, s'il augmente plus vite que la dette, le rapport dette publique/PIB va diminuer. En revanche, si l'inflation est supérieure à l'objectif de la banque centrale, elle sera obligée d'augmenter ses taux d'intérêts. Les charges d'intérêts

vont donc augmenter, ce qui peut aller à l'encontre de l'effet recherché. La dette publique peut donc finir par remonter.

Qu'en est-il actuellement en France ?

L'inflation que nous vivons actuellement va se traduire par davantage de recettes pour l'État. De nombreuses recettes fiscales, comme la TVA, sont liées à l'inflation. Les dépenses augmentent moins vite, ce qui permet de réduire le déficit public et donc le ratio dette publique/PIB. En revanche, on voit déjà que la BCE commence à se poser des questions sur les taux d'intérêts, qui risquent d'augmenter. Dans quelques années, l'inflation risque donc d'avoir l'effet inverse et le ratio dette publique/PIB va augmenter au lieu de diminuer.

Toute la difficulté que rencontre la BCE est que les États endettés du sud de la zone euro souhaitent que cette inflation dure et que la BCE ne prenne pas trop de mesures pour la contrer. A l'inverse, les pays du nord sont moins endettés et allergiques à l'inflation. La BCE sera donc tiraillée entre les pays du sud et du nord et devra faire des choix, qui s'avéreront compliqués. Il faut pourtant savoir que si on laisse l'inflation filer et qu'on ne réagit pas assez vite, il peut être très difficile de faire marche arrière. Il faudrait donc que la BCE réagisse assez vite.

Le gouvernement prévoyait dans le projet de loi de finances 2022 une inflation de 1,5%. Si elle était de 2,5%, la dette publique serait réduite d'environ 1,5 point de PIB. Elle passerait donc 114% à 112,5% de notre PIB. Cela peut sembler dérisoire, mais ces effets peuvent se cumuler d'année en année pour finalement avoir un impact important, du moins jusqu'à ce que les taux d'intérêt remontent. Le gouvernement pourra donc se vanter que la dette publique a été contenue, ce qui contribuera peut-être à augmenter les dépenses et baisser les impôts. Cet effet est donc simplement soporifique.

Quelles seraient les conséquences concrètes d'une inflation trop importante pour les ménages, notamment les plus modestes ?

Certains revenus sont indexés sur l'inflation alors que d'autres non. Les ménages sont donc inégaux face à ce phénomène. De plus, tous les prix n'augmentent pas de la même manière. En ce moment, ce sont les prix de l'énergie qui grimpent le plus vite. Les ménages qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler sont donc plus touchés que les autres.

Il y a encore quelques mois, la plupart des économistes ne pensaient pas que l'inflation pouvait se répercuter sur les salaires car ils estimaient qu'elle serait temporaire. Plus le temps passe, plus ce raisonnement devient discutable et on peut apercevoir que les salaires augmentent petit à petit en Europe. Si les entreprises augmentent leurs prix, l'inflation peut se transformer en véritable spirale infernale, ce qui peut avoir des effets dévastateurs.